

## **Interview d'HAMOU BOUAKKAZ réalisée le 3 février 2007.**

---

Bienvenu pour cette première édition vidéo-chat sur le thème : la représentativité des personnes handicapées dans les instances électives. Nous avons reçu de nombreuses questions en dehors du thème et sur le thème. Nous avons retenu cinq questions :

- la première : comment rester en contact avec la réalité quand on rentre politique ?
- Hamou BOUAKKAZ : c'est un vrai problème. Il faut reconnaître que lorsqu'on rentre en politique et que lorsqu'on rentre à un certain niveau, par exemple quand on a des fonctions proches d'un élu important, la tentation première est de penser que l'on est devenu soi-même important et que rien ne peut se faire sans nous.

Alors dans la première année où j'ai été membre du Cabinet, j'allais partout, à toutes les réceptions on ne voyait que moi, j'étais à tous les cocktails. J'étais à toutes les inaugurations et puis j'essayais de faire mon boulot. Je me suis rendu compte que les journées n'ayant que 24 heures, premièrement j'étais asphyxié et finalement ma valeur ajoutée était somme toute assez faible. Cela ne veut pas dire que ça sert à rien, seulement il faut être économe de son temps, économe de son intelligence et faire le corps de son travail.

Et surtout, j'ai découvert que très très rapidement je pouvais me couper de ce que j'étais avant. Je prenais moins le métro, je prenais moins le bus, je voyais moins mes amis, je voyais moins les personnes handicapées que pourtant j'étais censé soutenir dans mon travail. Et donc j'ai eu plusieurs amis qui m'ont remis sur le droit chemin très rapidement et qui m'ont dit : écoute de deux choses l'une, soit tu changes quelque chose dans ton système, soit tu va devenir « un comme les autres ». Or si tu es « un comme les autres », on n'a pas besoin de toi parce que ce qui fait ta singularité c'est justement que tu rappelles aux autres, que tu leur apportes une petite singularité supplémentaire. Si tu la gommés en devenant conforme et bien tu ne sers à rien. Et donc moi-même je me suis repris en main, je me suis remis à arpenter le terrain avec ma canne puis avec mon chien, puis de nouveau avec ma canne. Je me suis remis à être un militant associatif, je me suis remis à utiliser les aides que je promouvais et que je mettais en place. C'est pour ça que je suis maintenant devenu quelqu'un de totalement politique et totalement inclus dans le terrain, proche des déficients visuels qui savent combien je m'intéresse à toutes les questions qui les touchent parce que ça fait aussi ma vie. Il est très important si l'on veut être honnête dans son chemin de rester soi-même et de ne pas devenir à un « homopoliticus ».

Sébastien : merci. La deuxième question : Faut-il des quotas pour que les personnes handicapées sont représentées dans les instances électives et les quotas ne sont-ils pas contradictoires avec la revendication d'égalité elle-même ?

H. B. : écoute, moi, j'étais contre les quotas. Pendant très longtemps j'ai pensé que la démocratie et l'entrée en citoyenneté allaient se faire très naturellement avec l'émergence des nouvelles technologies, la capacité des personnes handicapées à travailler dans tout un tas de secteur de manière égale aux valides. L'exigence de citoyenneté de notre pays., l'exigence d'inclure les minorités et je me rends compte que j'ai été naïf.

La France, que je le veuille ou non, ne réagit pas par le bon sens elle réagit par des normes qui sont édictées dans haut et je suis maintenant pour les quotas en matière d'intégration dans les structures électives. Je crois que si on n'arrive pas à une règle qui dit il faut : X. pour 100, moi j'avais pensé à 6 % mais peut-être moins, d'élus porteurs de handicap avec

une validité du handicap qui serait estimée par une commission ad hoc, sous peine d'amende ; et bien il n'y aura pas d'élus porteurs de handicap dans notre parlement ou dans nos grandes villes. Je le sais parce que l'élection ne se fait pas simplement sur un mode de mérite et de talent, il se fait aussi sur un mode de réseau, sur un mode de coterie et être promu sur un mode de circonstances comme ça a été souvent mon cas ne suffit pas pour être élu. La bonne volonté de grands élus, d'élus importants, élus porteurs de symboles et de sens ne suffit pas pour obtenir l'élection d'une personne handicapée. Moi, je suis pris à mon propre piège parce que je dis souvent que handicapé n'est pas un métier et que donc ça ne suffit pas d'être handicapé pour avoir une valeur ajoutée pour la société. En revanche, il est très important qu'il y ait des personnes handicapées pour faire réfléchir la société pour confronter la société devant ses manques. C'est très important que des personnes handicapées intègrent le parlement, intègrent les grands conseils municipaux, les grands conseils régionaux parce que même si en tant que personne elle n'apporte rien, en tant que modalités de ce que vivent les citoyens au quotidien, elles apportent beaucoup. Ce que je constate cabinet du maire où je suis, c'est que je ne suis pas sûr d'avoir objectivement apporté quelque chose sur le plan professionnel, je suis sûr que ma présence quotidienne auprès de mes collègues, auprès des directions, auprès des directeurs en elle-même, seulement en elle-même, et je suis peut-être cher payé si cela n'est que ça que j'ai apporté, ma présence apporte, fait réfléchir, oblige les gens à repenser leur organisation et oblige les gens à me prendre en compte. Me prendre en compte c'est-à-dire prendre en compte 10 % de la population française. Alors je crois que c'est pas du tout en rupture avec l'exigence d'égalité, ça n'est qu'une phase transitoire dont la France a besoin parce que la France a été bâtie sur des réflexes très Jacobins et les décisions ne viennent que dans haut et ne viennent que en force et c'est pour ça qu'on doit en passer par là. J'espère que cette phase transitoire ne durera pas très longtemps. Je vois que pour les femmes, c'est en train de se mettre en place, les femmes ne sont pas utiles que par ce qu'elles sont « Femme ». Elles sont utiles parce qu'elles représentent 50 % de l'espèce humaine et elles sont utiles parce qu'elles ont mis sur la place publique un certain nombre de tabous qui étaient cachés depuis des années des années et parce que la France aujourd'hui est mûre pour ne plus se passer d'elles dans le corps social. J'espère que cette maturité viendra aussi pour les personnes handicapées, pour les personnes d'origine étrangère, pour les personnes aux orientations sexuelles différentes et que cela viendra de manière égalitaire mais pour l'instant je crois qu'il va falloir en passer par les quotas.

Sébastien : troisième question : comment parvenir à ce que les questions relatives aux personnes handicapées soient les prérogatives de tous les élus et non pas la prérogative exclusive d'un élu en l'occurrence qui serait porteur de handicap ?

H. B. : eh bien il y a une contradiction dans cette affaire. Moi je suis pour l'abolition du ministère chargé des personnes handicapées. Je suis pour la création d'une délégation interministérielle rattachée au Premier Ministre chargée de toutes les questions d'accessibilité au sens large égalité des chances, accessibilité dans laquelle les questions de handicap seraient traitées. Ça c'est un premier point. Je veux que cela soit décliné dans les villes. Je considère qu'il n'y a pas besoin d'un Adjoint au Maire chargé des personnes handicapées, parce que cet Adjoint au Maire même s'il est de bonne volonté, et en l'occurrence à Paris c'est le cas, il est condamné pour exister à s'accaparer des sujets. Or tout le monde sait que la politique en direction des personnes handicapées doit être appropriée, doit être intégrée dans toutes les délégations. Et donc cette personne qui a en charge les personnes handicapées, elle doit à la fois exister et en même temps se dissoudre et c'est très difficile. Je pense que l'une des solutions pour que la personne

handicapée ne traite pas que de la question du handicap c'est que cette personne handicapée soit en charge d'un tout autre secteur. Et comme je l'ai dit, handicapé n'est pas un métier. Pour ma part, je m'intéresse à l'économie, je m'intéresse au développement durable, je m'intéresse aux questions d'égalité des chances au sens large. Je m'intéresse à tout ce qui concerne le religieux, la présence du religieux, comment faire sens, avec nos croyances différentes. Je m'intéresse à la culture, au tourisme. Je ne fait pas une offre de services mais je veux dire que je peux être porteur de handicap et m'intéresser, m'occuper de tout un tas d'autre chose. Après tout, le Ministre de l'Intérieur en Allemagne est handicapé et je pense qu'il s'occupe très bien de son ministère. Le ministre de l'Intérieur en Angleterre il y a pas longtemps était aveugle, le Ministre de l'Education était aveugle et je pense qu'ils ont été de bons ministres.

Sébastien : merci une autre question : comment ne pas rester dans le communautarisme, la revendication de droits spécifiques, pour rejoindre l'universel ?

H. B. : ce qui rend communautarisme, c'est l'impression qu'on a d'être exclu. Toutes les communautarismes naissent de cela, naissent du constat honnête ou malhonnête qu'on n'est pas invité à la table de la république donc comme on n'est pas invité à la table de la république est bien on se recroqueville entre soi . Donc, une des solutions pour que les communautarismes reculent, c'est d'inviter les gens porteurs de singularités non incluses à s'inclure dans la République. En l'espèce, pour les personnes handicapées et bien il faut qu'elles entrent dans l'hémicycle. Quand elles rentreront dans l'hémicycle, l'hémicycle sera accessible. Je n'exclus pas une phase communautariste mais si les personnes handicapées sont vécues pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire une aide dans toutes les dynamiques de changement et bien leur capacité à changer le monde seront utilisés dans tous les domaines. Je vous prends un exemple : c'est grâce au fait qu'il y ait des personnes aveugles qui n'accédaient pas aux documents écrits que le droit d'auteur, ce sacro-saint droit d'auteur, est en train d'être modifié en France et l'idée de rendre accessible la culture aux aveugles a permis d'évoluer sur cette question de droit d'auteur et donc c'est une question qui n'a rien à voir avec le handicap. Les personnes en situation de handicap ne sont pas que en situation de handicap, elles posent des problèmes à la société qui vont bien au-delà du handicap dont elles sont porteuses. Voyez vous le fait que aujourd'hui dans mon travail je reçois encore des notes imprimées alors qu'on pourrait très bien me les faire parvenir par Mail cela pose deux problèmes : le problème de mon accessibilité mais aussi le problème de la conception qu'on a du développement durable. Qui dit notes imprimées dit papier, qui dit papier dit déforestation, qui dit déforestation dit danger vital pour notre planète. Vous voyez le handicap n'est qu'une clef d'entrée pour nous ramener à l'universel. Donc je crois qu'on prend un risque de communautarisme certes, mais je compte, si je suis un jour élu ce que j'espère, et s'il y en a beaucoup d'autres, sur la puissance de citoyenneté qu'on aura dégagé par notre entrée en citoyenneté pour nous exonérer de ce communautarisme. Ça c'est très important de bien penser que l'entrée en citoyenneté de nouveaux segments de notre population, c'est un plus pour la démocratie.

Sébastien : dernière question : il paraît que tu as été communiste et certaines personnes sont choquées que cela n'apparaisse pas dans ton site Internet ?

H. B. : je suis très à l'aise par rapport à cette question. J'ai toujours une tendresse particulière pour les communistes parce que je leur dois beaucoup. Je dois à la Mairie de BEZON, Mairie communiste d'avoir eu une belle enfance. Je dois à tous mes copains des jeunesses communistes où j'ai adhéré dans les années 80 qui ont été d'excellents lecteurs

pendant les études et qui m'ont beaucoup soutenu d'avoir pu faire des études supérieures. Je dois à des grands camarades communistes d'avoir eu des bonnes orientations au niveau étude et de ne pas avoir quitté l'école pour faire la révolution. Donc, je suis tout à fait loyal à ses engagements de jeunesse mais j'ai évolué, j'ai changé, je ne vais pas à parodier Sarkozy mais j'ai quitté le parti communiste au moment où j'ai découvert qu'on ne pourrait pas faire le bien des autres malgré eux. C'était quand même la foi de mon enfance et j'ai rejoint le parti socialiste en 2002, je tiens à le dire. J'ai été recruté par Delanoë alors que je n'étais pas membre du parti socialiste. J'ai rejoint le parti socialiste en 2002, j'ai voté oui au référendum constitutionnel car j'ai voté non à Maastricht mais à partir du moment où Maastricht est passé, j'ai considéré qu'il fallait s'introduire dans le monde qui était en construction. J'étais donc un défenseur de la constitution européenne et je garde des attaches très fortes avec la gauche alter mondialiste car je crois qu'il faut qu'on réfléchisse ensemble. Il faut qu'on essaie de changer le monde tous ensemble et que la raison, le bon sens, la vérité, je ne dispose que d'un fragment donc je suis très très à l'écoute de tous ces gens qui essaient de penser différemment et d'ouvrir d'autres chemins que ce que moi-même j'arpente. Mon engagement au parti socialiste est nourri de tous mes engagements de jeunesse et que je suis riche de toutes les expériences que j'ai faites. Et d'ailleurs c'est tellement vrai que la tribune que j'ai consacrée aux questions de représentation de personnes handicapées dans la vie politique a été publiée par l'Humanité. Vous voyez que je suis encore très proche de mes amis communistes avec lesquelles à Paris, dans le cadre de la majorité plurielle, nous faisons un excellent travail.

Sébastien : merci Hamou et vivement le prochain rendez-vous vidéo !

H. B. : écoutez, j'espère qu'il aura lieu comme je le souhaite dans un lieu public et que beaucoup de nos amis nous y rejoindront.